



Revue de presse



Mercredi 26 octobre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

PLF 2023 : de nombreuses mesures fiscales pour promouvoir l'investissement

La Directrice générale des impôts, Amel Abdellatif a affirmé, mardi à Alger, que le projet de loi de Finances (PLF) 2023 prévoyait de nombreuses mesures fiscales à même de promouvoir et soutenir l'investissement.



PLF 2023 : De nombreuses mesures fiscales pour promouvoir l'investissement

La Directrice générale des impôts, Amel Abdellatif, a affirmé, ce mardi à Alger, que le projet de loi de Finances (PLF) 2023 prévoyait de nombreuses mesures fiscales à même de promouvoir et soutenir l'investissement.

Le texte de loi propose l'exonération des coopératives de pêche et d'aquaculture, ainsi que les unions sous tutelle, de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS), de même qu'il prévoit la mise en place d'un système fiscal au profit de l'auto-entrepreneur, a précisé Mme Abdellatif lors d'un exposé devant la Commission des Finances et du Budget à l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen des dispositions fiscales prévues dans le PLF 2023.

Et d'ajouter que le projet de loi prévoit des dispositions liées à l'obligation de réinvestir une part des bénéfices correspondant aux exonérations ou réductions au titre de l'IBS et de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), a-t-elle expliqué.

Les mesures proposées visent à relever les seuils d'abattement sur le résultat ou le bénéfice, pour les dépenses consacrées à la recherche et au développement à l'intérieur de la société, en proposant l'application de cet avantage sur les dépenses consacrées au programme open-innovation des micro-entreprises et des incubateurs. Outre le soutien à l'investissement, les mesures fiscales prévues dans le PLF sont axées sur d'autres thèmes tous aussi importants, à savoir : l'adéquation et la simplification des mesures fiscales, la mobilisation des ressources fiscales, l'inclusion financière et fiscale, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

Au titre de la facilitation des mesures fiscales, le nouveau texte propose l'élargissement de l'imposition à la marge de l'impôt forfaitaire unique (IFU) sur le chiffre d'affaires de la vente des produits de large consommation, dont les prix sont plafonnés, quelle qu'en soit la marge bénéficiaire appliquée. Il s'agit également de l'adaptation des dispositions du code des procédures fiscales, régissant les litiges fiscaux au niveau judiciaire, aux nouvelles dispositions constitutionnelles en matière de justice administrative, ainsi qu'aux dispositions du code des procédures civiles et administratives.

«Alléger la charge fiscale au profit des familles et des institutions, sans nuire aux grands équilibres financiers de l'Etat»

Concernant la mobilisation des ressources fiscales, le projet prévoit des mesures, notamment le relèvement du plafond de l'imposition exonérée de l'IRG de 600.000 Da à 1.800.000 Da appliquée sur les recettes provenant de la location des biens immobiliers, en sus de l'élargissement du champ d'application de la taxe interne sur la consommation.

Dans le souci de renforcer l'inclusion financière et fiscale, le PLF 2023 prévoit également d'autres mesures, notamment l'alignement des plafonds relatifs à l'exercice du droit à l'abattement fiscal des charges et de règlement des impôts à travers l'obligation de régler via les moyens de paiement scripturaux par la voie bancaire, et ce, en fixant le plafond à 1 million Da.

Le PLF comprend également un ensemble de mesures permettant de contribuer à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, notamment l'élargissement du champ du contrôle fiscal à l'ISF, prévu par l'IRG, à même d'englober toutes les personnes physiques résidents et non résidents en Algérie, outre la prorogation du délais de prescription quadriennal au titre d'un contrôle fiscale dans les cas de force majeure empêchant l'enclenchement ou le déroulement de la vérification. Mme Abdellatif a affirmé que les mesures prévues par le PLF 2023 interviennent dans le cadre de « la poursuite de la concrétisation des recommandations issues des assises nationales sur la réforme fiscale, en tenant compte des directives des autorités supérieures, portant sur l'impératif d'éviter de porter atteinte au pouvoir d'achat du citoyen et d'alléger la charge fiscale au profit des familles et des institutions, sans nuire aux grands équilibres financiers de l'Etat ».



APN : Examen du projet de loi de prévention du blanchiment d'argent

La commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a poursuivi lundi l'examen du projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme par l'audition du président de la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) relevant du ministère des Finances, Sidahmed Saidi, a indiqué un communiqué de l'institution parlementaire.



Examen du projet de loi de prévention du blanchiment d'argent: "Le financement du terrorisme peut passer par de petites transactions"

La commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a poursuivi lundi l'examen du projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme par l'audition du président de la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) relevant du ministère des Finances, Sidahmed Saidi, a indiqué un communiqué de l'institution parlementaire.



Rupture

Le processus graduel des réformes économiques opérées en Algérie, commence à porter ses fruits, avec la fin de l'autarcie, du repli sur soi et des intérêts contradictoires. Les instruments d'une politique économique sont en place, tablant sur la mise en valeur d'un ensemble d'atouts humains, juridiques et institutionnels qui conçoivent l'apport extérieur comme un puissant adjuvant et un levier dans le processus de redressement économique. Par touches successives et des aménagements structurels progressifs, une nouvelle dynamique s'instaure qui fait la part belle au partenariat local et international.



Investissements arabes : L'Algérie, un pôle attractif

L'Algérie, dotée d'avantages comparatifs sur plusieurs plans, constitue un pôle attractif pour les investisseurs arabes, avec des projets importants réalisés dans plusieurs secteurs et des intentions d'investissement croissantes.



[Projet de loi contre le blanchiment d'argent : L'APN auditionne le président du CTRF](#)

La protection de l'économie nationale a été soulignée par Sid Ahmed Saïdi, patron de la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF). L'État qui s'est engagé à combattre sans pitié la corruption a décidé de s'attaquer frontalement au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme.



[Partenariat et investissement arabes : Ruée sur la destination Algérie](#)

Le travail de fond effectué durant ces deux dernières années a eu un effet immédiat sur l'attractivité de la destination Algérie. Abordant une nouvelle ère économique, l'Algérie est en phase de constituer un pôle d'investissement par excellence, pour les pays arabes. Forte de résultats probants en matière de réformes et de relance économique, le travail de fond effectué durant ces deux dernières années, a eu un effet immédiat sur l'attractivité de la destination Algérie.



[Les réserves de change à 54,6 milliards de dollars à fin de 2022](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, lundi, que les réserves de change devraient atteindre les 54,6 milliards de dollars à la fin de l'année 2022. Présentant le projet de loi de finances (PLF) pour 2023 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Kassali a précisé que les estimations pour la fin de l'année en cours prévoient une augmentation des réserves de change à 54,6 milliards de dollars à fin 2022, soit l'équivalent de 14,3 mois d'importations de biens et de services hors facteurs de production.



[Loi de Finances 2023 : la projet est basé sur un prix de pétrole à 60 dollars le baril](#)

Le projet de loi de finances (PLF) 2023 a été présenté ce lundi, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN). Lors de cette présentation, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a précisé que le PLF 2023 était élaboré sur la base d'un prix référentiel du baril de pétrole de 60 dollars pour la période entre 2023 et 2025.

Présentation du projet de loi de finances 2023 à l'APN: Les réserves de change à 54,6 milliards de dollars à fin 2022

Le ministre des Finances, Brahim-Djamel Kassali, a affirmé, lundi à Alger, que les réserves de change devraient atteindre les 54,6 milliards de dollars à la fin de l'année 2022. Présentant le projet de loi de finances (PLF) pour 2023 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Kassali a précisé que les estimations pour la fin de l'année en cours prévoient une augmentation des réserves de change à 54,6 milliards de dollars à fin 2022, soit l'équivalent de 14,3 mois d'importations de biens et de services hors facteurs de production.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

LES RÉSERVES DE CHANGE S'ÉTABLIRAIENT À 54,6 MILLIARDS USD FIN 2022 : Assez pour 14,3 mois d'importations

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, lundi, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale, présidée par Lakhdar Salmi, Président de la Commission, le projet de loi de finances (PLF) pour 2023.



Allocation chômage en Algérie et révision des salaires : des mesures d'urgence sont prises

Le ministre des Finances a indiqué que des mesures urgentes sont prises pour améliorer le pouvoir d'achat des citoyens, il a évoqué l'allocation chômage et les salaires qui devraient être révisés prochainement. On vous en dit plus ce mardi 25 octobre 2022.



Réserves d'or : l'Algérie garde le cap dans un contexte de régression à l'international

En dépit du déclin enregistré au niveau international, l'Algérie parvient à maintenir l'état de ses réserves en matière d'or. On vous dévoile toute l'information à ce sujet, ce mardi 25 octobre 2022.



Indicateurs financiers du pays : Résilience, mais prudence

Avec des réserves de réserves de changes à 54,6 milliards de dollars, les indicateurs financiers du pays reprennent de la couleur et témoignent de la résilience économique du pays. L'anti-choc algérien dépend en grande partie de l'embellie du marché des hydrocarbures consécutive de la guerre en Ukraine : un facteur exogène susceptible d'évoluer vers des scénarios qui recommandent la prudence aux manettes...



Déficit budgétaire affiché par le Projet de loi de finances 2023 : Les bénéfices des banques publiques à la rescousse

Les effets d'une importante expansion des dépenses publiques, 13 000 milliards de dinars en 2023 contre 9 800 milliards de dinars en 2021, seront atténués par la hausse prévisionnelle des recettes fiscales pétrolières l'an prochain, 3 298 milliards de dinars contre 1 921 milliards de dinars.



Commerce extérieur : Des fondamentaux solides malgré le bond des importations

Malgré le retour tant attendu à l'équilibre de la balance commerciale et celle des paiements plus globalement, voire à une situation d'excédent, les importations de biens et des marchandises continuent à culminer à des niveaux très élevés, services non compris.



Réserves d'or: L'Algérie occupe la 3e place dans le monde arabe

Malgré un recul dans les réserves mondiales du métal précieux, l'Algérie se maintient au troisième rang arabe en termes de réserves d'or jusqu'en juin 2022, selon le dernier rapport de l'Organisation de développement du marché pour l'industrie de l'or, le World Gold Council'.

وسط تراجع المخزون العالمي.. الجزائر تحافظ على احتياطيها من الذهب

في ظل تراجع المخزون العالمي للذهب، استطاعت الجزائر الحفاظ على مرتبتها الثالثة عربيا من حيث احتياطي المعدن الأصفر إلى غاية جوان 2022، حسب تقرير مجلس الذهب العالمي. وحسب تقرير المجلس فقد حلت الجزائر في المرتبة الثالثة باحتياط بلغ 173.56 طن، بعد كل من السعودية التي جاءت في المرتبة الأولى عربيا باحتياطيات 323.07 طن من الذهب، ثم لبنان في المرتبة الثانية عربيا باحتياطيات بلغت 286.83 طن. وجاءت العراق في المرتبة الرابعة بامتلاكها 130.39 طناً، ثم مصر بـ 125.02 فليبييا بـ 116.6 طناً، ثم الكويت بـ 78.97 طناً.

EMBEILLIE DES FINANCES PUBLIQUES, LOI DE FINANCES 2023

Le pari difficile de la fin de la rente

● L'amélioration des finances publiques, sous l'effet du renchérissement des prix des hydrocarbures, offre l'opportunité d'une réforme profonde de l'économie nationale.

Par Ali Bahmane

Gric à l'envoie des prix des hydrocarbures, conséquence de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les finances publiques algériennes relèvent la tête. Au vu des données officielles, il y aura un excédent commercial de plus de 17,7 milliards de dollars sur des recettes estimées à 56,5 milliards de dollars grâce à une hausse de 45% des exportations en hydrocarbures. Plus d'une année d'importations sera couverte. Toutefois, deux ombres au tableau, un taux d'inflation de 9,6% dû à la flambée des prix à l'international de la plupart des produits, notamment alimentaires, et à de fortes perturbations au niveau des circuits d'approvisionnement à l'échelle mondiale. Le déficit budgétaire devrait atteindre 12,3% du PIB. Cette amélioration des finances publiques sera-t-elle mise à profit par les pouvoirs publics pour le lancement de grandes réformes structurelles attendues depuis la décennie 1990 et qui devraient permettre à l'Algérie de se doter d'une véritable économie développée ?

Au vu donc de ces améliorations des finances publiques, les prévisions de croissance de l'économie algérienne viennent tout récemment d'être revues à la hausse par les institutions internationales. On n'a pas vu cela depuis 2014, année qui vit s'abattre sur le pays une grave crise économique suite à la chute brutale sur les marchés mondiaux des prix des hydrocarbures. Les autorités de l'époque, privées d'un chef d'Etat valide, ont été prises au dépourvu, tant elles étaient habituées à puiser dans la rente placée à l'extérieur du pays et dans la dépense effrénée nécessaire par la paix sociale. La seule



PHOTO: EL WATAN

solution interne mise en place fut le recours à la planche à billets pour soulager un tant soit peu les déséquilibres financiers sans cesser de puiser dans le cagnote financière placée dans les banques étrangères. Celle-ci baissa en 2021 à moins de quarante milliards de dollars, car il fallait en plus faire face à l'arrêt quasi total de la vie économique du pays suite à l'épidémie de Covid-19. Comme lors des années 1980, ce sont les entreprises tant publiques que privées qui payèrent un lourd tribut et bien entendu les ménages qui virent s'effondrer leur niveau de vie. L'effondrement de l'ancien régime fut suivi d'une longue période de stagnation économique et de turbulences politiques dans un contexte mondial toujours affecté par les retombées de la pandémie. Dès 2021, s'ouvrit un débat d'ordre au niveau de la sphère économique du

pays, boosté par la nette amélioration des finances publiques suite à la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui renchérit les hydrocarbures algériens. Ce conflit, rappelons-le, a été foudroyant : il a réduit de moitié la croissance mondiale du fait de l'arrêt des approvisionnements de l'Europe par Moscou, de la flambée des prix de l'énergie et de tous les biens de consommation alimentaires notamment, et enfin des déséquilibres au niveau des chaînes d'approvisionnement de produits. L'inflation mondiale fut forte, autour de 9% et davantage, jusqu'à 13% dans les pays du Tiers-monde et émergents. En Algérie, elle a été estimée à 9,6%. Autre contrainte relevée par les experts internationaux, le démantèlement des assouplissements des politiques monétaires par les banques centrales internationales dans le but de restreindre la demande

globale et favoriser les baisses des prix à la consommation. Cette nouvelle stratégie des banques centrales, selon l'expert Bessati Abdelraïmi, a *sprovoqué des coûts économiques réels sous la forme d'un ralentissement de l'activité économique, un reflux des capitaux des pays émergents et en développement une hausse du dollar une dépréciation des autres monnaies nationales et un accroissement de services de la dette de nombreux pays.* L'expert ajoutera que vu la crise, il est fait appel à tous les pays *« d'adopter des politiques nationales appropriées et intensifier la coopération multilatérale pour préserver la stabilité macroéconomique et la stabilité financière mondiale, renforcer résilience et limiter les retombées négatives »*.

En Algérie, un tournant économique semble se dessiner mais il est prématuré de parler encore de réformes

structurelles. Selon les décideurs, le virage s'opérera dès l'année 2023 et la loi de finances prévue en comporte les premiers éléments. En matière de dépenses globale pour 2023, des hausses importantes sont prévues en direction de plusieurs secteurs clés, tels que l'industrie, les transports, le BTP, les énergies renouvelables, l'enseignement, la numérisation et divers autres secteurs potentiellement porteurs de croissance. Mais pour les experts, injecter de l'argent c'est bien, mais améliorer le climat des affaires et l'environnement économique c'est mieux. Tout va ensemble.

Un pas a été fait dans cette direction avec la promulgation d'une nouvelle loi sur l'investissement, comme la création de tribunaux spécialisés dans les contentieux économiques et la lutte contre la bureaucratie. D'autres mesures aussi fortes devraient être prises rapidement, car le temps est compté. La guerre actuelle entre la Russie et l'Ukraine s'arrêtera bien un jour et, dans la foulée, la pénurie des hydrocarbures dans les prix repartira automatiquement à la hausse. C'est à ce moment que l'Algérie aura besoin d'une relève qui ne peut être qu'une économie productive forte basée sur un tissu industriel large et performant, une agriculture pérenne et des services efficaces. Si depuis l'indépendance l'Algérie n'est jamais sortie du sous-développement, c'est précisément à cause de cela : elle s'est contentée de vivre avec une économie rentière qui prenait en charge en embryon de tissu industriel et servait pour ses dirigeants politiques à maintenir la paix sociale par le soutien massif aux produits et services de large consommation. C'était le choix de la bureaucratie d'Etat. **A. B.**

APN : LA COMMISSION DES AFFAIRES JURIDIQUES POURSUIT L'EXAMEN DU PROJET DE LOI DE PRÉVENTION DU BLANCHIMENT D'ARGENT

La commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a poursuivi lundi l'examen du projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme par l'audition du président de la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) relevant du ministère des Finances, Sidahmed Saidi, a indiqué un communiqué de l'institution parlementaire. La Cellule de traitement du renseignement financier est «une instance indépendance relevant du ministère des Finances, qui travaille en collaboration avec le secteur de la Justice dans le cadre de l'adaptation des techniques de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, aux recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) qui permet l'échange de renseignements», a précisé M. Saidi dans sa présentation. Soulignant «l'importance de la régulation du marché financier pour la protection de l'économie nationale», le responsable a expliqué que «le montant autorisé des transactions ne peut être déterminé car le financement du terrorisme peut passer par de petites

BLANCHIMENT D'ARGENT - FINANCEMENT DU TERRORISME

Accès aux comptes bancaires en cas de soupçons

La directrice générale des impôts a révélé que sa direction dispose de divers mécanismes de contrôle fiscal et d'enquête sur la comptabilité, sur les revenus et leurs sources et accède même aux comptes bancaires en cas de soupçons.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Amel Abdellatif qui était l'invitée de la commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale, dans le cadre de l'étude du projet de loi modifiant et complétant la loi n°05-01 du 6 février 2005, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, a apporté des éclaircissements sur le rôle de la Direction générale des impôts en matière de contrôle fiscal, de recouvrement des impôts et de relations avec les services concernés dans le cadre de la recherche de sources de financement et de revenus. Dont la possibilité d'accéder aux diverses informations comme les comptes bancaires, signifiant, au passage, que la DGI était concernée par le projet de loi et diverses mesures et contributions visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Indiquant que son organisme dispose de divers mécanismes, notamment le contrôle fiscal, l'enquête comptable, l'enquête sur les revenus et la source des revenus et l'accès aux comptes bancaires pour détecter divers soupçons, la directrice générale des impôts assure que les services fiscaux évaluent et recherchent la source des fonds en surveillant les divers revenus.

Lors des débats, des députés se sont

interrogés notamment sur l'efficacité des lois et l'étendue de la lutte contre l'évasion fiscale, notamment la connaissance des mécanismes de notification fiscale dans les transactions immobilières.

La veille, ladite commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'APN avait auditionné, dans le cadre de l'étude du même projet de loi, le président de la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) relevant du ministère des Finances.

Pour rappel, le ministre de la Justice, garde des Sceaux avait affirmé, il y a une dizaine de jours de cela, lors de sa présentation par-devant les membres de cette commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'APN, que le projet de loi relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme constituait un «outil pour protéger l'économie nationale et honorer les engagements internationaux de l'Algérie». Un texte qui s'inscrit, avait ajouté Abderrachid Tabi, dans le cadre de la mise en adéquation «de la législation nationale avec les nouveautés internationales et l'adaptation du système juridique aux traités

et conventions ratifiés par l'Algérie» en «complétant les dispositions prévues dans le projet de loi modifiant et complétant le code pénal, soumis pour examen au secrétariat général du gouvernement, et qui qualifie d'acte terroriste le financement de la prolifération des armes de destruction massive et en fixe les peines encourues».

Se déclinant en cinq principaux axes dont certains portent sur la révision de certains termes pour «plus de précision», ce projet définit également les obligations des intervenants dans l'opération de prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Il prévoit aussi des sanctions administratives infligées aux entreprises financières, aux institutions et aux professions non financières, telles que les avocats, les notaires, les commissaires-priseurs, les gérants ou leurs assistants en cas de manquement aux obligations qui leur sont assignées, et les oblige à signaler à l'organe spécialisé toute opération suspecte. Il inclut, enfin, des dispositions pénales et criminalise de nouveaux actes.

M. K.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

L'Algérie, un pôle attractif



L'Algérie, dotée d'avantages comparatifs sur plusieurs plans, constitue un pôle attractif pour les investisseurs arabes, avec des projets importants réalisés dans plusieurs secteurs et des intentions d'investissement croissantes. L'un des plus importants investisseurs en Algérie parmi les pays arabes, le Qatar est fortement présent dans le pays avec des investissements conséquents, notamment dans l'industrie et les télécoms. La coopération bilatérale a connu un bond qualitatif, notamment après la mise en place du complexe baptisé Algerian Qatar Steel (AQS), sis à Bellara (Jijel) et considéré comme le fruit d'un partenariat fructueux, qui se chiffre à 2 milliards de dollars.

Devant atteindre une capacité de 2 millions de tonnes en 2022 en roind à béton et en d'autres produits sidérurgiques, le complexe AQS est une joint-venture entre Qatar Steel international (49%), le groupe Imetal (46%) et le Fonds national des investissements (5%). Dans le domaine des télécommunications, l'opérateur de la télé-

phonie mobile Ooredoo, installé en Algérie depuis 2004 et classé à la troisième place sur le marché algérien, compte jusqu'à ce jour quelque 12,5 millions d'abonnés aux technologies 3G et 4G.

Par ailleurs, une quinzaine d'entreprises émiraties activent en Algérie. Le projet de la raffinerie d'aluminium sise à Béni Saf d'un montant de 5 milliards USD, le projet de production de lait à Tiaret et le projet de réalisation d'une station électrique (Hadjret El Nos 1,200 mégawatts), d'un montant d'un milliard USD illustrent la nouvelle orientation des investissements émiratis en Algérie.

Une nouvelle dynamique de coopération économique bilatérale dans le domaine de l'industrie et des mines a été amorcée depuis quelques années, avec l'identification des principaux domaines d'intérêt commun, dont l'industrie mécanique, le traitement des déchets durs, la sous-traitance et l'industrie aluminium. Dans le domaine de l'agriculture, les relations algéro-émiraties ont été mar-

quées par la signature d'un protocole d'accord entre le groupe Agrodiv et la société émiratie Elite Agro LLC, en vue de développer des fermes pilotes pour la production de céréales, de fourrages et de fruits et légumes. L'investissement jordanien en Algérie n'est pas en reste. Trois usines jordanaises de fabrication de médicaments activent en Algérie et commencent à exporter leurs produits vers les pays africains.

La Jordanie est également présente en Algérie à travers deux banques : Arab Bank et Housing Bank. Le partenariat économique entre l'Algérie et l'Arabie saoudite est, quant à lui, marqué par la signature de plusieurs accords d'investissement, notamment dans l'industrie chimique, pharmaceutique et l'agroalimentaire. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, n'a pas manqué d'exprimer, en juillet dernier, le «souci permanent» de l'Algérie d'attirer les investissements de pays frères et amis, dont des pays arabes comme le Qatar ou l'Arabie saoudite.

D'ICI LA FIN DE 2022

Les réserves de change devraient atteindre 54,6 milliards de dollars

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a affirmé, lundi à Alger, que les réserves de change devraient atteindre les 54,6 milliards de dollars à la fin de l'année 2022.

Présentant le projet de loi de finances (PLF) pour 2023 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Kassali a précisé que les estimations pour la fin de l'année en cours prévoient une augmentation des réserves de change à 54,6 milliards de dollars à fin 2022, soit l'équivalent de 14,3 mois d'importations de biens et de services hors facteurs de production.

Le ministre des Finances table sur une hausse des réserves à 59,7 milliards de dollars à la fin 2023, soit 16,3 mois d'importations de biens et services.

La balance commerciale de l'Algérie devrait enregistrer un excédent de 17,7 milliards de dollars à la fin de l'année en cours, contre 1,1 milliard de dollars l'année précédente, ce qui reflète "une hausse importante des exportations en hydrocarbures dans le contexte de la flambée des prix du pétrole sur les marchés mondiaux et la hausse des exporta-



tions algériennes hors hydrocarbures qui passeront de 4,5 à 7 milliards de dollars à la fin de l'année 2022", a indiqué le ministre.

S'agissant des exportations de biens à la fin de l'année en cours, elles devraient atteindre 56,5 milliards de dollars (dont 49,5 pour les exportations des hydrocar-

bures), contre 38,6 milliards de dollars en 2021.

Les importations de biens au titre de l'année en cours devraient frôler les 38,7 milliards de dollars (37,5 milliards en 2021).

Quant à la balance des paiements, elle enregistrera un excédent de 11,3 mil-

liards de dollars (6,3% du PIB), un niveau jamais atteint depuis 2014, a affirmé le ministre.

Par ailleurs, les recettes du budget atteindront en fin d'année, selon les prévisions du ministre, 7.517,9 milliards de dinars, soit une augmentation de 27,1% par rapport à l'année 2021, résultat de la hausse de la fiscalité pétrolière de 1.284,9 milliards de dinars (+66,7%), et les recettes fiscales de 222,8 milliards de dinars (+8,1%).

Les dépenses, quant à elles, augmenteront également, atteignant 11.610,2 milliards de dinars (estimations de la Loi de finances complémentaire), soit une augmentation de 56,1% comparé à 2021. Le niveau des recettes et des dépenses de l'année en cours devrait engendrer un déficit budgétaire de 4.092,3 milliards de dinars (-15,9% du produit intérieur brut (PIB), selon la même source.

Il est également attendu que la fiscalité pétrolière recouvrée à fin 2022 augmente à 2.353,8 milliards de dinars en comparaison avec l'année 2021, résultat de la hausse du prix du baril du Sahara Blend algérien, passé de 72,3 dollars le baril en 2021 à 95 dollars le baril à fin 2022.

Dans son intervention, le ministre des Finances a affirmé que l'année 2022 s'est démarquée à travers nombre de procédures visant le soutien à l'investissement public et privé, en sus de renforcer le pouvoir d'achat des familles.

تحديد المنشأ ضرورة للحصول على الإعفاءات والتخفيضات الجمركية الجمارك ترافق المصدرين للاستفادة من مزايا مناطق التبادل الحر

أكد المراقب العام توفيق ساسي، مدير الجبائية وأسس الضريبة، على أهمية تحديد المنشأ في إطار الاستفادة من جملة المزايا والتسهيلات في المجال الجبائي والجمركي، ضمن الآليات المنصوص عليها في الاتفاقيات الموقعة من قبل الجزائر، على غرار اتفاقية المنطقة العربية الكبرى للتبادل الحر أو اتفاق الشراكة مع الاتحاد الأوروبي.

وأوضح المتحدث، بمناسبة يوم إعلامي منظم من طرف المديرية العامة للجمارك بالتنسيق مع الفرقة الجزائرية للتجارة والصناعة تحت شعار "مراقبة المؤسسات من أجل دعم الانعاش الاقتصادي"، أن الهدف من تنظيم المنقش هو التقرب من المتعاملين الاقتصاديين، بمن فيهم المستوردون أو المصدرون، لتحديد ما وصفه بالمفهوم المهم وهو قواعد المنشأ التفضيلية، إذ من شأنها تمكين المتعاملين من الوصول إلى الأسواق العالمية في إطار عمليات التصدير، خاصة البلدان التي أبرمت الجزائر اتفاقيات للتبادل الحر معها.

وعلى هذا الأساس، فإن هذه المناسبة التي تندرج ضمن سلسلة الأيام الدراسية تهدف إلى مراقبة المتعاملين الجلبين في هذا الاتجاه، مشيراً إلى ما يعرف في البتود القانونية بالمعلومة المنشأة حول قواعد المنشأ، الضرورية للاستفادة من جملة المزايا والتسهيلات المسطرة خلال التصدير نحو بلدان الاتحاد الأوروبي أو البلدان العربية ضمن ما تنص عليه المنطقة العربية للتبادل الحر، بالإضافة إلى البلدان الأفريقية، في انتظار انضمام الجزائر إلى منطقة التبادل الحر القارية التي دخلت حيز التنفيذ منذ 2021، بينما توجد حالياً في مرحلة التفاوض بالنسبة للجزائر. وقال ممثل إدارة الجمارك في السياق ذاته إن منح ساعة جزائرية معنية المعلومة الملزمة للمنشأ يعكس أن الإدارة أعطت المساهمة للمنتوج المعني بغية تصديره نحو الأسواق الخارجية، وبالتالي الاستفادة من المزايا خاصة ما تعلق بتخفيض أو إعفاء الحقوق الجمركية والحقوق الجبائية المماثلة، بالإضافة إلى الجانب المتعلق بما يعرف بالمعلومة التعريفية الملزمة حول التصنيف التعريفي، التي أشار إلى أنها دخلت حيز التنفيذ منذ الفاتح مارس 2020. وأشار توفيق ساسي إلى أن إدارة الجمارك تلقت العديد من الطلبات للاستفادة من هذه الإجراءات بالنسبة للمعلومة التعريفية الملزمة حول التصنيف التعريفي، وأسدرت إلى غاية الآن أكثر من 300 قرار ملزم حول التعريفية الجمركية، أما بالنسبة للمنشأ الذي دخل حيز التنفيذ في الفاتح من مارس من السنة الجارية فقد ذكر أن الإدارة تلقت 10 طلبات لحد الآن، بينما أضاف أن أهم الفروع الاقتصادية هي إنتاج مواد البناء وفي مقدمتها الإسمنت والصناعة التحويلية.

سعيد بشار

مجلس المحاسبة يتحدث عن مساس بالعدالة الضريبية

ضريبة الثروة دون المستوى والموظفون مورد رئيسي للجباية

- تحقق الضريبة على الدخل الإجمالي والرواتب لوحدها مبلغا قدره 785 مليار دج من مجموع 867 مليار دج
- النفقات الموجهة لتأمين الدعم الاجتماعي المعمم لا يمكن المضي فيها • الجزائر في حاجة إلى نظام ضريبي أكثر كفاءة وعدالة
- تسجيل نحو 17342 مخالفة للتهرب الجمركي في غضون سنة 2020.. مخالفات التهريب بلغت 4366 حالة ومخالفات الصرف 504 حالة

قال مجلس المحاسبة، في تقرير له، إن الإيرادات المتأتية من بعض الضرائب مازالت دون المستوى. واستدل المجلس في تقريره التقييمي الخاص بعام 2020 بالضريبة على أرباح الشركات والضريبة على الثروة، معتبرا أن ذلك يعد مساسا بالعدالة الضريبية.

جمال. ف



مجلس المحاسبة يهدد دعواته لإصلاح نظام الدعم الاجتماعي

• أرجع المجلس استمرار هذا الوضع إلى الصعوبات التي تواجهها مصالحي الجباية في تحديد المادة الخاضعة للضريبة وتقصي تعداد العاملين في القطاع وانتشار ظاهري التهرب والغش الضريبيين وعدم التوسع في عمليات الرقابة. ونبه المجلس في تقريره الذي قدم لسيرلمان إلى أن الانخفاض الملاحظ سنة 2020 في الإيرادات الضريبية المقدر بـ 7.5 بالمائة يؤكد هذا الاتجاه المتنامي المسجل في السنوات السابقة، لافتا إلى أن حدته ازدادت تبعا لتقلص الأنشطة الاقتصادية الناتجة عن الإجراءات الوقائية المتخذة للمحد من انتشار جائحة كوفيد-19.

وأفاد المجلس بأنه بالرغم من انخفاض مبلغ النفقة الجبائية من 431 مليار دج سنة 2019 إلى 375 مليار دج سنة 2020، إلا أنه يبقى أن إدارة الضرائب لا تقوم بتقييم آثار هذه الامتيازات الجبائية (المنوطة للمتعاملين الخواص) على الاقتصاد، لاسيما في مجال مساهمتها في تطور الشيعة المضاعفة وخلق مناصب الشغل. كما أشاد بهذا الخصوص بأن حصول الحقوق الضريبية يبقى ضعيفا، ما يحرم الخزينة من موارد إضافية، إذ ازداد باقي التحصيل الذي بلغ عند نهاية سنة 2020 على مستوى مديريات الضرائب وكبريات المؤسسات 13.838 مليار دينار مقابل 13.815 في 2019، منها 5.821 مليار دينار ديون جباية. وأشار إلى أن إجراءات التحصيل المعتمدة من طرف مصالح التحصيل طغت عليها المعاملات الإدارية والسجوة المحدود إلى إجراءات الغلق المؤقت والحجز والبيع التي لا تمثل سوى 1.88٪ من المبلغ المحصل عن جداول التحصيل.

ونسبه المجلس مجددا إلى أن الموظفين هم المورد الرئيسي لقطاع الجباية العادية، مسجلا أنه ويشكل متكرر هيمن التحصيل عن طريق الاقتطاع من المصدر ونظام الدفع التلقائي. فعلى سبيل المثال تحقق الضريبة على الدخل الإجمالي والرواتب لوحدها مبلغا قدره 785 مليار دج من مجموع 867 مليار دج من إيرادات هذه الفئة الضريبية، مسجلا في السياق ذاته أن التقديرات تفتقر إلى الدقة والتحكم على مستوى بعض

الحفاظ على السياسة الاجتماعية الرامية إلى دعم الطبقات المحرومة، تعني ضمينا تحسينا مستعمر في مردودية الضرائب والرسوم، ما يتطلب وجود نظام ضريبي أكثر كفاءة وعدالة يسمح بالحد من السلوكيات غير الشرعية والتسكن من تنفيذ الامتثال الجبائي، معتبرا أن توسيع الأوعية الجبائية يتطلب استخدام وسائل أكثر نجاعة واستخدام تكنولوجيا المعلومات والاتصال على نطاق واسع في إشارة للرقمنة الموعودة، واعتبر أن تحسين مردود المصالح الجبائية ومكافحة التهرب الضريبي يتطلبان اعتماد نهج قائم على إدارة المخاطر، من خلال توزيع موارد الإدارة الجبائية وفقا لخارطة مخاطر الإيرادات. وأحصى مجلس المحاسبة 8.001 مليار دينار يواقي تحصيل غرامات مالية بانخفاض قدره 4 بالمائة عن سنة 2019، لافتا إلى أن إجراءات التحصيل المطبقة من طرف مصالح الإدارة الضريبية تصطدم بعدة صعوبات، منها غياب تبادل المعلومات مع البنوك والمؤسسات المالية ونقص المتابعات ضد الخاضعين للضريبة المسجلين في البطاقة الوطنية للضمان بسبب التحايل والغش من خلال استخدام أسماء مستعارة أو أسماء لأشخاص متوفين عن طريق التزوير. وذلك دون ترك أملاك قابلة للحجز.

الإطار المرجعي، الوضع الدولي، التطورات الأخيرة للاقتصاد الوطني، السياسة الميزانية والسياسة الجبائية. ونبه إلى أنه لم يتم إرفاق مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2020 بملحقات تفسيرية لتوضيح التقييمات حسب كل صنف من أصناف الضرائب التي تسمح يفهم أسباب تطور تقديرات الإيرادات بشكل أفضل، مستعبرا أن نقص المعلومات والمعطيات المرفقة بمشاريع قوانين المالية يخالف أحكام المادة 68 من القانون رقم 84-17 المؤرخ في 07 يوليو 1984، المعدل والمتمم، التي تنص على "أن يرفق قانون المالية للنسبة بملحقات تفسيرية تبين التقييمات حسب كل صنف من أصناف الضرائب، لاسيما تلك المتعلقة بالتدابير الجديدة". وتكررت الملاحظات ذاتها بخصوص ظاهرة التهرب الجمركي، حيث أشار المجلس إلى تسجيل نحو 17342 مخالفة بمختلف أنواعها في غضون سنة 2020، ضمت مخالفات المكاتب، مخالفات التهريب التي بلغت 4366 ومخالفات الصرف التي بلغت 504 حالة. وأكد المجلس في الصفحة 35 من التقرير أن الحاجة إلى إحداث إيرادات إضافية لتلبية الاحتياجات المتزايدة باستمرار، لاسيما تلك المتصلة بتكاليف تسيير مصالح الدولة والخدمات العامة وكذلك

الأصناف الضريبية. ووجد مجلس المحاسبة دعواته لإصلاح نظام الدعم الاجتماعي، موضحا أن نفقاته سجلت ارتفاعا قدره 1.72 بالمائة في 2020 مقارنة بسنة 2019، ليصل المبلغ الإجمالي المدرج في الميزانية إلى 1827 مليار دينار بزيادة قدرها 30 مليارات، ما يعادل 9.94 بالمائة من الناتج الداخلي الخام. ويفسر هذا الاتجاه بارتفاع النفقات المنجزة من الحكومة لاحتواء الآثار السلبية على الأنشطة الاقتصادية والأسر، الناجمة عن إجراءات الحجر المتخذة لمواجهة انتشار جائحة كوفيد-19 واستمرار الدعم في انتظار سياسة دعم موجه للمائلات المحرومة. وحذر مجلس المحاسبة في هذا السياق من أن النفقات الموجهة لتأمين الدعم الاجتماعي المعمم لا يمكن المضي فيها "نظرا لصعوبة التغطية المالية أمام وضع اقتصادي أكثر هشاشة سبب انهيار أسعار النفط وتدرج في مصادر التمويل". وفي تعليقه للقسم الخاص بإيرادات الميزانية سجل المجلس مثلا أن التوقعات التي تقوم بها مصالح وزارة المالية لا تستند إلى دراسات اقتصادية قياسية تسمح بتصميم مقاربة أكثر دقة وواقعية، وأبرز أن المديرية العامة للتقدير والسياسات مثلا تكتفي بنشر تقارير عرض مشاريع قوانين المالية التي تتضمن بالخصوص

امثالاً لأوامر الرئيس تبون بعدم المساس بالقدرة الشرائية رقابة جبائية على ضريبة الثروة واعفاءات لتشجيع الاستثمار

- إعفاء تعاونيات الصيد البحري واتحاداتها من الضريبة على أرباح الشركات
- نظام جبائي للمقاول الذاتي والتخفيف من إلزامية إعادة استثمار جزء من الأرباح

الشمول المالي والجبائي، تضمن مشروع قانون المالية 2023 إجراءات، أهمها موازنة الأسقف المتعلقة بالقيام بممارسة حق الخصم الجبائي للأعباء وتسديد الضرائب، من خلال إلزامية التسديد بوسائل الدفع الكتابية عن طريق القنوات البنكية، وذلك بتحديد سقف قدره 1 مليون دينار.

كما تضمن مشروع القانون جملة من التدابير من شأنها المساهمة في مكافحة الغش والتهرب الضريبي، لاسيما توسيع مجال الرقابة الجبائية إلى الضريبة على الثروة، المنصوص عليها في مجال الضريبة على الدخل الإجمالي، ليشمل كل الأشخاص الطبيعيين، المقيمين وغير المقيمين في الجزائر، وكذا تمديد فترة التقادم الرباعية عند عملية الرقابة الجبائية، في حالات القوة القاهرة التي تمنع الشروع أو سير عملية الرقابة.

وأكدت السيدة عبد اللطيف أن التدابير المتضمنة في مشروع قانون المالية 2023، تأتي مواصلة لاستكمال تجسيد التوصيات المنبثقة عن الجلسات الوطنية حول الإصلاح الجبائي مع مراعاة توجيهات السلطات العليا والتي مفادها عدم المساس بالقدرة الشرائية للمواطن والتخفيف من العبء الضريبي على الأسر والمؤسسات، دون الإخلال بالتوازنات المالية الكبرى للدولة.

فضلا عن تشجيع ودعم الاستثمار، فإن التدابير الجبائية الواردة في مشروع قانون المالية الجديد تتمحور حول مواضيع رئيسية أخرى وهي موازنة وتبسيط الإجراءات الجبائية، تعبئة الموارد الجبائية، الشمول المالي والجبائي، ومكافحة الغش والتهرب الضريبي.

ففي إطار تبسيط الإجراءات الجبائية، يقترح النص الجديد توسيع الإخضاع للضريبة الجزافية الوحيدة المؤسسة على الهامش، لرقم الأعمال المحقق من تسويق المنتجات ذات الاستهلاك الواسع، المسقفة أسعارها، مهما كان مستوى هامش الربح المطبق، إضافة لملازمة وتكثيف أحكام قانون الإجراءات الجبائية، المنظمة للمنازعات الجبائية في مرحلتها القضائية، مع الأحكام الدستورية الجديدة في مجال التقاضي في المادة الإدارية، وكذا أحكام قانون الإجراءات المدنية والإدارية.

أما بعنوان تعبئة الموارد الجبائية، فتضمن هذا المشروع، تدابير، لخصتها السيدة عبد اللطيف في رفع سقف الإخضاع الضريبي المحرز من الضريبة على الدخل الإجمالي من 600 ألف دينار إلى 1.8 مليون دينار والمطبق على المداخل المتأتية من إيجار العقارات، توسيع مجال تطبيق الرسم الداخلي على الاستهلاك، وسعيا إلى تعزيز

أكدت المديرية العامة للضرائب أمال عبد اللطيف، أمس، أن مشروع قانون المالية 2023 يتضمن عدة تدابير جبائية لتشجيع ودعم الاستثمار.

ب . م

وأوضحت السيدة عبد اللطيف، خلال جلسة استماع أمام لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني، في إطار دراسة الأحكام الجبائية الواردة في مشروع قانون المالية 2023، أن هذا النص يقترح إعفاء تعاونيات الصيد البحري وتربية المائيات واتحاداتها المعتمدة، من الضريبة على أرباح الشركات، وكذا وضع إطار لتأسيس نظام جبائي للمقاول الذاتي، كما يتضمن التخفيف من الأحكام المتعلقة بإلزامية إعادة استثمار جزء من الأرباح الموافقة لمبلغ الإعفاءات والتخفيضات بعنوان الضريبة على أرباح الشركات والرسم على النشاط المهني، حسب السيدة عبد اللطيف.

وتشمل التدابير المقترحة ضمن مشروع قانون المالية، رفع أسقف الخصم من النتيجة أو الربح، بالنسبة للمصاريف المخصصة للبحث والتطوير داخل المؤسسة، مع اقتراح تطبيق هذا الامتياز على المصاريف الموجهة في إطار برنامج الابتكار المفتوح، مع الشركات الناشئة أو الحاضنات.

مشروع قانون المالية 2023 ..

تدابير جبائية عديدة لتشجيع ودعم الاستثمار

لملائمة وتكيف أحكام قانون الإجراءات الجبائية المنظمة للمنازعات الجبائية في مرحلتها القضائية، مع الأحكام الدستورية الجديدة في مجال التقاضي في المادة الإدارية، وكذا أحكام قانون الإجراءات المدنية والإدارية.

أما بعنوان تعبئة الموارد الجبائية، فتضمن هذا المشروع، تدابير لخصتها السيدة عبد اللطيف في رفع سقف الإخضاع الضريبي المحرر من الضريبة على الدخل الإجمالي من 600 ألف دج إلى 1.8 مليون دج والمطبق على المدخيل المتأتية من إيجار العقارات، توسيع مجال تطبيق الرسم الداخلي على الاستهلاك.

وسعيا إلى تعزيز الشمول المالي والجبائي، تضمن مشروع قانون المالية 2023 اجراءات أهمها موامة الأسقف المتعلقة بالقيام بممارسة حق الخصم الجبائي للأعباء وتسييد الضرائب، من خلال إلزامية التسييد بوسائل الدفع الكتابية عن طريق القنوات البنكية، وذلك بتحديد سقف قدره 1 مليون دج.

كما تضمن نفس مشروع القانون جملة من التدابير من شأنها المساهمة في مكافحة الغش والتهرب الضريبي، لاسيما توسيع مجال الرقابة الجبائية إلى الضريبة على الثروة، المنصوص عليها في مجال الضريبة على الدخل الإجمالي، ليشمل كل الأشخاص الطبيعيين، المقيمين وغير المقيمين في الجزائر، وكذا تمديد فترة التقادم الرقابية عند عملية الرقابة الجبائية، في حالات القوة القاهرة التي تمنع الشروع أو سير عملية الرقابة.

وأكدت عبد اللطيف أن التدابير المتضمنة في مشروع قانون المالية 2023، تأتي مواصلة لاستكمال تجسيد التوصيات المنبثقة عن الجلسات الوطنية حول الإصلاح الجبائي مع مراعاة توجيهات السلطات العليا والتي مفادها عدم المساس بالقدرة الشرائية للمواطن والتخفيف من العبء الضريبي على الأسر والمؤسسات، دون الاخلال بالتوازنات المالية الكبرى للدولة.

أكدت المديرية العامة للضرائب أمال عبد اللطيف أمس، أن مشروع قانون المالية 2023 يتضمن عدة تدابير جبائية لتشجيع ودعم الاستثمار.

أوضحت عبد اللطيف، خلال جلسة استماع أمام لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني، في إطار دراسة الأحكام الجبائية الواردة في مشروع قانون المالية 2023، أن هذا النص يقترح إعفاء تعاونيات الصيد البحري وتربية المائيات واتحاداتها المعتمدة، من الضريبة على أرباح الشركات، وكذا وضع إطار لتأسيس نظام جبائي للمقاوم الذاتي.

كما يتضمن التخفيف من الأحكام المتعلقة بإلزامية إعادة استثمار جزء من الأرباح الموافقة لمبلغ الإعفاءات والتخفيضات بعنوان الضريبة على أرباح الشركات والرسم على النشاط المهني، حسب عبد اللطيف.

وتشمل التدابير المقترحة أيضا ضمن مشروع قانون المالية، رفع أسقف الخصم من النتيجة أو الربح، بالنسبة للمصاريف المخصصة للبحث والتطوير داخل المؤسسة، مع اقتراح تطبيق هذا الامتياز على المصاريف الموجهة في إطار برنامج الابتكار المقترح، مع الشركات الناشئة أو الحاضنات.

وقضلا عن تشجيع ودعم الاستثمار، فإن التدابير الجبائية الواردة في مشروع قانون المالية الجديد تتمحور حول مواضع رئيسية أخرى وهي موامة وتبسيط الإجراءات الجبائية، تعبئة الموارد الجبائية، الشمول المالي والجبائي، ومكافحة الغش والتهرب الضريبي.

ففي إطار تبسيط الإجراءات الجبائية، يقترح النص الجديد توسيع الإخضاع للضريبة الجزافية الوحيدة المؤسسة على الهامش، لرقم الأعمال المحقق من تسويق المنتجات ذات الاستهلاك الواسع، المسقفة أسعارها، مهما كان مستوى هامش الربح المطبق، إضافة

خلية معالجة الاستعلام المالي ستعمل على تكييف تقنيات مكافحة تبييض الأموال

واصلت لجنة الشؤون القانونية والإدارية والحريات بالمجلس الشعبي الوطني، أول أمس، دراسة مشروع القانون المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما بالاستماع إلى رئيس خلية معالجة الاستعلام المالي بوزارة المالية، سعيد سيد أحمد، حسب ما أفاد به بيان للمجلس.

وفي هذا الإطار، أوضح سعيد سيد أحمد، خلال عرضه، أن خلية معالجة الاستعلام المالي هي "هيئة مستقلة تابعة لوزارة المالية تعمل بالتعاون مع قطاع العدل في إطار تكييف تقنيات مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما، لاسيما مع توصيات مجموعة العمل المالي التي تتيح تبادل المعلومات".

كما أكد على "أهمية ضبط السوق المالية، حماية للاقتصاد الوطني"، مضيفا بهذا الخصوص أنه "لا يمكن تحديد المبلغ المسموح به في المعاملات، باعتبار أن تمويل الإرهاب يمر عبر معاملات بسيطة متداولة".

وخلال النقاش، تطرق أعضاء اللجنة حسب ذات المصدر إلى "مسألة ضبط سوق المال ومختلف مجالاته بما في ذلك المهن غير المالية وكذا تكييف القوانين وتحسينها مع متطلبات المرحلة الحالية مع منح الضمانات للمتعاملين الاقتصاديين".

وفي ختام الاجتماع، لفت رئيس لجنة الشؤون القانونية والإدارية والحريات بالمجلس إلى "توسيع دائرة الاستماع إلى الخبراء والمختصين خلال المراجعات اللاحقة".



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡: Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger